

SAFARI

Pour les personnes bien heureusement, il n'existe pas de greffes des libertés. Pas besoin donc d'officialisation.

Surtout, SAFARI a des promoteurs fervents au premier rang desquels on trouve la Délégation à l'Informatique et le ministère de la Défense. La délégation à l'Informatique a pour principe de soutenir tout ce qui peut favoriser l'informatisation. Elle sera le principal maître d'œuvre et financier d'une opération qui lui paraît devoir assurer un développement harmonieux et coordonné de l'informatique dans les services. Articuler les différents fichiers autour d'un numéro unique est pour elle, un préalable indispensable. Quant à l'armée, elle attache la plus grande importance à la compatibilité des systèmes civils. En cas de crise cela peut se révéler fort utile... Des correspondants dans les différentes administrations gestionnaires (impôts, Intérieur, Education nationale, banques...) assureront les relais nécessaires. Pour une administration un surplus d'informations est toujours bon à prendre. L'I.N.S.E.E. accepte sans enthousiasme le nouveau rôle qu'on lui fait jouer. Il ne tient pas cependant à laisser à d'autres, la gestion d'un numéro intéressant pour ses études statistiques. Tout le monde est donc plus ou moins d'accord. Les seuls qui ne le seraient peut-être pas — les fichés — ne sont pas là et ne savent rien.

la liberté contre un numéro

Et aujourd'hui qu'en est-il exactement ? On pense en général que Safari est un projet qui a été définitivement enterré à la suite d'une violente polémique. On l'aurait échappé belle, mais enfin on l'aurait échappé !

La réalité n'est malheureusement pas celle-là. Le seul élément nouveau est d'ordre politique et juridique. On affirme aujourd'hui officiellement, et ce depuis mars 1974, que l'interconnexion

à quoi peut bien servir

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (C.N.I.L.), autorité administrative indépendante, a été créée par la loi *Informatique, Fichiers et Libertés* du 6 janvier 1978 pour veiller à l'application de la dite loi. Elle est composée de 17 membres :

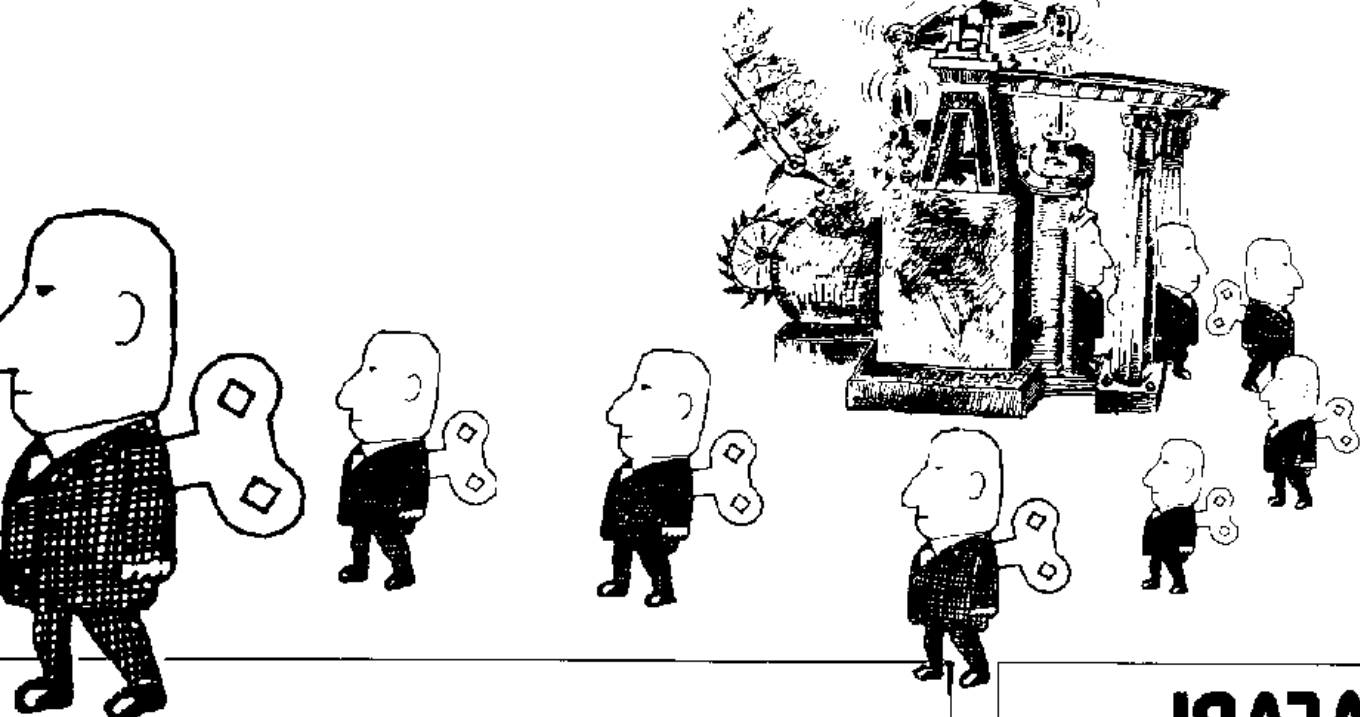
- 5 membres nommés (3 par le Conseil des ministres et 2 par les présidents des chambres) ;
- 8 hauts fonctionnaires élus par leurs pairs ;
- 4 parlementaires élus, dont la présence a été obtenue de haute lutte par le Sénat, contre l'avis du ministre de la Justice, au moment du vote de la loi.

La loi permet le contrôle des traitements portant sur des données nominatives, afin d'assurer la protection des droits de l'homme, de la vie privée et des libertés individuelles et publiques, mais les traitements intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique échappent à cette loi, ce qui en restreint singulièrement la portée.

A cet égard, la C.N.I.L. a un rôle multiple : elle reçoit les déclarations des traitements automatisés privés et donne un avis préalable à la mise en œuvre des traitements automatisés publics (seul, un décret en Conseil d'Etat permettant de passer outre à un avis défavorable) ; elle exerce un pouvoir réglementaire en vue d'assurer la sécurité des systèmes automatisés ; elle peut adresser des avertissements, enquêter et dénoncer les illégalités constatées ; elle reçoit réclamations, pétitions et plaintes ; elle se tient informée de tout ce qui concerne les développements industriels de l'informatique et présente chaque année un rapport au président de la République et au Parlement. Conseillant les pouvoirs publics, surveillant les professionnels et protégeant les citoyens, la C.N.I.L. se veut un lieu de confrontation et de négociation, le rôle de répression appartenant aux tribunaux.

Peut-on dresser un bilan de ses activités après plusieurs mois de fonctionnement ? On peut observer d'abord une certaine moralisation du traitement automatisé de l'information nominative : certaines pratiques courantes posent problème au regard de la loi et l'idée se répand peu à peu qu'il n'est pas normal de faire n'importe quoi. Il est grand temps de s'en apercevoir car en objectivant l'information, les traitements automatisés ont développé la tendance à traiter celle-ci comme une chose, sans qu'on prenne garde à ses implications. Le constat de ce progrès ne va pas de pair avec la suppression des traitements illégaux ; ceux qui résultaient d'une imprudence étourdie disparaîtront, ceux qui sont fondés sur une politique délibérée seront repris annuellement ou clandestinement, avec un léger risque. Corollairement, la loi sert à légitimer tous les traitements non explicitement interdits. On trouve ainsi les constructeurs et les administrations parmi les plus ardents défenseurs de la loi : « cela va rassurer le public et nous protéger contre les gens de mauvaise foi » a-t-on dit à la récente Convention informatique. La meilleure preuve de cette légitimation est l'acceptation par la C.N.I.L. de la pratique des « profils » (qui a servi à déconventionner un médecin) sous prétexte qu'elle n'est pas contraire à la loi. L'article 2 de la loi est en effet très ambigu : « aucune décision administrative ou privée impliquant une appréciation sur un comportement humain ne peut avoir pour seul fondement un traitement automatisé d'informations donnant une définition du profil ou de la personnalité de l'intéressé », le mot « seul » autorisant n'importe quoi.

Lors du vote de la loi sur l'automatisation du casier judiciaire du 4 janvier 1980, la C.N.I.L. a recommandé qu'on interdise l'interconnexion entre ce fichier et tous les autres, et qu'on permette à chaque citoyen la consultation des trois



... la C.N.I.L. ?

IRAFAS

volets de son casier. Ces propositions ont été suivies par le législateur, à ceci près que l'interconnexion est autorisée avec les autres fichiers du ministère de la Justice. Mais dans le même temps, les fichiers des casiers judiciaires qui étaient sous la responsabilité de magistrats, sont centralisés sous le contrôle du ministre de la Justice, donc du gouvernement. Ce changement paraît comporter une menace pour les libertés incomparable avec le droit acquis à la consultation.

La norme simplifiée éditée par la C.N.I.L. sur les fichiers des bibliothèques publiques interdit de conserver les noms des lecteurs plus d'un an après le dernier prêt et les titres des ouvrages consultés au-delà de 4 mois : il s'agit là d'une protection qu'on peut juger utile quand on sait qu'en R.F.A., on a recherché des terroristes par leurs lectures, mais les limites de conservation paraissent encore bien lâches.

Cependant, la première « affaire » sur laquelle on peut juger l'activité de la C.N.I.L. est celle du titre d'identité, le gouvernement ayant retiré provisoirement son projet de carte unique pour les étrangers. La presse s'est fait l'écho de décisions contradictoires laissant entendre que la C.N.I.L. s'est finalement pliée aux dictats du gouvernement, au point que même les recommandations bien timides qu'elle a faites n'ont été que partiellement suivies. En effet, la Chancellerie, consultée par la C.N.I.L., avait considéré que le projet risquait d'avoir pour conséquence l'établissement d'un état-civil parallèle et relevant donc de la loi. Le gouvernement, craignant sans doute un débat parlementaire, a officiellement désavoué la Chancellerie et la C.N.I.L. n'a pas osé recommander l'intervention du législateur. Cette « dérobade » de la C.N.I.L. a gravement porté atteinte à sa légitimité aux yeux des partenaires sociaux, certains allant jusqu'à parler d'escroquerie à son propos. Mais il semble plus juste de parler de légitimation : dans leurs déclarations officielles, les membres de la C.N.I.L. aiment à dire qu'ils préfèrent une négociation avec le ministère intéressé pour lui faire infléchir ses projets les plus menaçants pour les libertés, que de donner un avis défavorable ; mais il semble bien qu'ils renoncent à toute épreuve de force. Ceci signifie qu'ils n'obtiendront que les aménagements servant à éviter les fausses manœuvres pour faciliter l'acceptation sociale. Les citoyens peuvent-ils alors se sentir défendus ?

Certains ont déjà tenté de faire appel à la C.N.I.L. A notre connaissance, ceux-ci n'en ont reçu que de vagues réponses, recommandant toujours de tenter d'abord un arrangement à l'amiable en temporisant, quand les lettres ne se sont pas perdues.

Que faut-il conclure ?

Il faut d'abord rappeler que cette loi ne peut pas régler tous les problèmes. Le rapport « Informatique et Libertés » présenté en 1975 par M. B. Tricot notait bien les limites de cette loi qu'il préconisait pourtant ; mais l'informatique, devenue informatisation, pose bien d'autres problèmes que ceux de la vie privée, ne serait-ce que celui de la remise en cause des « équilibres prévus dans la Constitution » pour reprendre les termes du dit rapport. Mais ses recommandations autres que le vote d'une loi n'ont jamais reçu de suite.

Si maintenant la C.N.I.L. se révèle incapable de faire appliquer réellement la loi quand il s'agit de préventions abusives au contrôle social par les pouvoirs publics ou privés, il faut que des syndicats ou des organismes de défense prennent en main ces revendications. La C.N.I.L. s'est en particulier donné le but d'être un lieu d'échange entre tous ceux qui s'interrogent sur ces questions et a lancé une action en direction des syndicats intéressés pour les éclairer et les mobiliser.

des fichiers de personnes doit être limitée et un article de la récente loi *informatique et libertés* invite la Commission nationale de contrôle à y veiller.

Reste que le répertoire est bien toujours là. On l'a simplement débaptisé. Il s'appelle maintenant « répertoire d'identification des personnes physiques ». Reste que le numéro qu'il délivre figure dans un nombre croissant de questionnaires et de fichiers sans que l'on en indique jamais les raisons. Si l'on veut véritablement ne pas interconnecter, alors le premier geste vraiment significatif et sérieux serait l'abandon par les administrations de ce numéro I.N.S.E.E. pour désigner l'individu.

INQUIETANT

Finalement les seuls freins à l'interconnexion, les seules garanties sont de nature institutionnelle. Safari n'a pas été supprimé mais simplement réglementé. Or on connaît la fragilité des règles et des règlements. On sait que les barrières du droit peuvent être facilement franchies. Que se passerait-il en cas de crise grave ? Des précédents historiques sont là pour démontrer l'énormité de la menace. Ainsi en Hollande pendant la dernière guerre, un système d'identification n'a laissé aux juifs aucune chance d'échapper aux nazis. En ce qui concerne la France, il serait du plus grand intérêt de connaître les utilisations exactes du numéro national d'identification pendant les périodes sombres de l'Occupation, période où il fut créé.

Des pays (ainsi le Portugal) ont, dans leur constitution, interdit purement et simplement le recours à un système d'immatriculation unique. L'exemple doit être suivi. Il y a urgence à demander qu'il le soit. Désigner une personne par son numéro, c'est en soi singulier, étrange même pour des yeux non intoxiqués. La désigner par un numéro unique c'est en soi tout simplement inquiétant.